



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Financement du sport

Question écrite n° 14470

Texte de la question

M. Boris Vallaud attire l'attention de Mme la ministre des sports sur le financement et les moyens alloués au sport au regard des missions qui lui sont confiées. Enjeux de santé publique, porteurs de valeurs d'éducation et de citoyenneté, le sport et la pratique sportive représentent un investissement indispensable pour favoriser la cohésion sociale. Son financement par l'État est une nécessité, tant pour le haut-niveau que pour le développement du sport pour tous. Organisé principalement au sein de fédérations sportives, le mouvement sportif est ainsi une force structurée importante, à vocation compétitive et qui portent des valeurs fortes de partage et d'éducation. Pratiqué dans les clubs dirigés essentiellement par des bénévoles, le sport avec adhésions et licences sportives rassemble 16 millions de personnes et bien au-delà pour le sport « libre ». Principalement financé par les pratiquants et les collectivités locales, le mouvement sportif se voit appliquer des restrictions budgétaires drastiques répercutées sur les territoires, puisque la part territoriale du CNDS dévolue aux clubs et aux structures déconcentrées des fédérations a baissé de 33 millions d'euros, ce qui s'est traduit sur l'ensemble du territoire par une baisse de 50 % des subventions à la base du sport. Parallèlement, les activités éligibles et financées par l'État sortent le plus souvent du cadre d'engagement des dirigeants sportifs, les activités sociales et traditionnelles des écoles de sports dans les zones rurales et les quartiers prioritaires de la ville sont exclues des critères de soutien. Le secteur sportif s'est fortement professionnalisé ces dernières années, sécurisant les pratiques et contribuant de façon significative à la lutte contre le chômage. En conséquence et dans la perspective de l'organisation des jeux Olympiques de 2024, il lui demande de mettre en place une véritable politique en faveur du sport pour tous notamment par une revalorisation du budget alloué et la mise en œuvre de mesures concrètes relatives au financement participatif du sport professionnel dont le poids économique se développe de manière importante en générant des profits et des recettes significatifs.

Texte de la réponse

Le ministère des sports est entièrement engagé pour que le sport dispose des moyens nécessaires pour faire face aux enjeux majeurs qui sont le développement des pratiques sportives pour tous et la réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Afin de relever ces défis, une agence du sport sera créée en 2019. La responsabilité de cette structure collégiale nationale sera partagée entre l'État, le monde sportif, les collectivités et le monde économique. Sa création remplacera l'actuel centre national pour le développement du sport (CNDS). Elle sera financée par le transfert des taxes actuellement affectées au CNDS ainsi que par des crédits du ministère des sports. En 2019, le ministère des sports aura des moyens à la hauteur de ses ambitions : les dépenses concrètes d'intervention du ministère, tant en matière de haut-niveau que de développement des pratiques sportives, atteindront en effet un niveau record, supérieur aux dépenses exécutées en 2017 et 2018 sur ces dispositifs. La diminution budgétairement apparente entre 2018 et 2019 est en réalité principalement liée à un ajustement technique dû à une surévaluation d'une dépense contrainte, liée aux charges sociales des arbitres et juges sportifs. Le PLF 2019 intègre en outre une enveloppe de 40 millions d'euros de crédits supplémentaires. Ceux-ci viendront renforcer les moyens alloués aux fédérations et au mouvement sportif dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques et viseront à réduire les inégalités d'accès à

la pratique sportive. En complément, pour donner une nouvelle impulsion au financement du développement des pratiques, la Ministre des sports a défendu lundi 22 octobre 2018 à l'Assemblée nationale un amendement gouvernemental augmentant de 15 millions d'euros le plafond de la taxe sur les droits de retransmission audiovisuelle des événements sportifs dite taxe « Buffet ». Voté à la majorité, celui-ci permettra de porter à 55 millions d'euros les mesures nouvelles pour accompagner la création de la future agence et mettre en œuvre des dispositifs concrets en faveur de la lutte contre les inégalités d'accès à la pratique sportive, tels que le programme « savoir nager ». Au final, le budget du sport pour 2019, hors Société de livraison des équipements olympiques (SOLIDEO) et restes à payer du CNDS, sera ainsi supérieur aux moyens d'intervention obtenus en 2017, montant référence pour le budget des sports. Par ailleurs, le Gouvernement s'est engagé dans une démarche ambitieuse de rénovation de la gestion publique, dans laquelle la ministre s'inscrit, afin de mieux répondre aux attentes des citoyens impliquant des évolutions nécessaires des modes d'intervention de l'État. La rénovation du mode de gestion des cadres techniques sportifs (CTS), intervenant sous statut public au sein des fédérations, y contribuera, étant entendu qu'aucun des 1 600 CTS ne perdra son emploi. Il s'agira en effet de renforcer l'autonomie des fédérations sportives en leur permettant de pleinement tirer parti de ces personnels dont la compétence et la qualité du travail sont reconnues comme tout à fait nécessaires au développement du sport français. Enfin, le Gouvernement a souhaité recentrer l'ensemble des politiques de l'emploi vers un objectif d'insertion professionnelle au bénéfice des publics les plus en difficulté. A cet égard, les contrats aidés ont été transformés en parcours emploi compétences (PEC) avec pour ambition une insertion durable sur le marché du travail pour plus de 50 % des bénéficiaires. Les contrats aidés vont donc continuer à évoluer en 2019 vers ce nouveau parcours qui permet aux Préfets de région d'aider localement différentes associations en capacité de favoriser le retour à l'emploi. Le Gouvernement témoigne ainsi de sa volonté de faire de la France, pour des enjeux de santé, d'éducation, d'émancipation, de cohésion sociale ou même économiques, une véritable nation sportive.

Données clés

Auteur : [M. Boris Vallaud](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 14470

Rubrique : Sports

Ministère interrogé : [Sports](#)

Ministère attributaire : [Sports](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 novembre 2018](#), page 10423

Réponse publiée au JO le : [18 décembre 2018](#), page 11871